

## Vers de vÃ©ritables Ã©lections de la terreur au Burundi ?

@rib News, 17/04/2015 Burundi : Soit tu votes pour Nkurunziza soit tu fuis ! Par Buntu Frantz - Avril 2015 Depuis un demi-siÃ©cle, le Burundi a vu de faÃ§on cyclique, ses fils et filles prendre en masse le chemin de l'exil. Les premiers rÃ©fugiÃ©s burundais se limitÃ©rent Ã quelques centaines aprÃs les premiers massacres politico-ethniques d'octobre 1972. Le premier dÃ©part massif sera notÃ© en 1972-1973, oÃ¹ des centaines de milliers de Burundais se sont rÃ©fugiÃ©s en Tanzanie, au ZaÃ©re (actuelle RDC) et au Rwanda, fuyant l'armÃ©e burundaise et la Jeunesse RÃ©volutionnaire Rwagasore, du parti Uprona de l'Ã©poque. AprÃs le coup d'Etat de 1993 et l'assassinat du PrÃ©sident Ndadaye de nombreux de ses proches collaborateurs, des massacres interethniques s'en sont suivis, puis une vÃ©ritable guerre civile. Plus d'un demi-million de Burundais prirent le chemin de l'exil.

Les accords d'Arusha survenus en aoÃ»t 2000 dÃ©boucheront sur une transition, qui permettra un retour progressif de la paix, l'organisation des Ã©lections et la mise en place des institutions dÃ©mocratiques en 2005. Des centaines de milliers de compatriotes vont retrouver leur mÃ©re patrie, dans des conditions oÃ¹ l'accueil Ã©tait parfois dÃ©cevant. Dans tous les cas, la majoritÃ© des rapatriÃ©s Ã©taient heureux de retrouver leur pays aprÃs tant d'annÃ©es d'errance et d'humiliation. Mais personnellement ne plus jamais revoir ces images affligeantes de cohortes de rÃ©fugiÃ©s burundais, d'immigrants affamÃ©s et assoiffÃ©s. Mais hÃ©las, cet espoir est anÃ©anti par la rÃ©alitÃ© des six mille Burundais, selon le commissaire onusien des droits de l'homme dernÃ©rement en mission au Burundi, qui ont dÃ©jÃ traversÃ© la frontiÃ©re du nord du pays. Mais comment cela est-il arrivÃ© ? A la veille des Ã©lections de 2010, l'opposition politique et certaines ONG dÃ©nonÃ§aient dÃ©jÃ le phÃ©nomÃ©ne de l'« Imbonerakure ». Cette milice du CNDD-FDD terrorisait les citoyens soupÃ§onnÃ©s de soutenir l'opposition. Mais tout cela semblait limitÃ© Ã quelques provinces. Le PrÃ©sident Nkurunziza bÃ©nÃ©ficiait en dÃ©but de son mandat, et de nombreux citoyens estimaient qu'il avait hÃ©ritÃ© d'une situation difficile qui expliquait son chec dans le redressement Ã©conomique et social du pays. Mais Ã la veille de la fin de son deuxiÃ©me mandat, Nkurunziza et son club d'oligarques font face Ã de nombreux problÃ©mes : - Nkurunziza a perdu ses mandats constitutionnels - Nkurunziza est devenu impopulaire Ã cause de nombreux crimes de sang et de l'enrichissement illicite et ostentatoire de son entourage contrastant avec la paupÃ©risation de la majoritÃ© des Burundais. - Au sein de son parti, de nombreux militants estiment qu'un changement est indispensable, soit pour rÃ©former le pays, soit pour que le CNDD-FDD ne perde pas le pouvoir. - Le parti UPRONA, qui Ã©tait son principal soutien, a implosÃ© par les bons soins d'un ministre de l'intÃ©rieur passÃ© maÃ®tre dans la division des partis d'opposition - L'opposition s'est renforcÃ©e au sein des coalitions. - Et la sociÃ©tÃ© civile a obtenu un troisiÃ©me mandat anticonstitutionnel. Le PrÃ©sident Nkurunziza et son club constituÃ© de quelques gÃ©nÃ©ralistes et quelques cadres civils ont cru bon de recourir Ã la milice Imbonerakure. Les miliciens reÃ§urent d'abord une formation militaire Ã Kiliba Ondes (Est de la RDC), et dans d'autres centres de formation que les moins situent dans la forÃªt de Kibira au Nord-Ouest, mais aussi au Sud du pays Ã la frontiÃ©re avec la Tanzanie. Des milliers d'armes leur furent distribuÃ©es, d'autres seraient prÃ©sents Ã des endroits convenus en attendant le signal avant de passer Ã l'attaque des opposants. Mais le travail des miliciens consistait dÃ©jÃ Ã contraindre les citoyens Ã adhÃ©rer au parti CNDD-FDD et Ã verser des cotisations obligatoires. Les exactions contre les citoyens sont parties crescendo, allant de simples extorsions de fonds jusqu'Ã l'assassinat, en passant par des cas de torture et de viols. A quelques semaines des Ã©lections, la distribution des armes, les menaces de mort contre ceux qui seraient contre le troisiÃ©me mandat de Nkurunziza, les provocations et les actes de violences des Imbonerakure ont, dans certaines provinces, pris de l'ampleur. C'est cela qui explique la fuite des milliers de nos compatriotes vers le Rwanda. L'essence pour Ã©viter l'incendie. Le club des oligarques a eu d'abord le gÃ©nie d'envoyer les Imbonerakure pour quadriller les passages empruntÃ©s par la population pour fuir au Rwanda. Cela a redoublÃ© la panique, et le nombre de nos compatriotes prenant la fuite n'a fait qu'augmenter. Puis, ils ont redoublÃ© de gÃ©nie en envoyant le ministre de l'intÃ©rieur Evariste Nduwimana au Rwanda pour demander les exilÃ©s de rentrer. Or ce ministre est connu de tous les Burundais pour son cynisme et son penchant rÃ©pressif. L'aurait voulu Ã©prouver davantage les rÃ©fugiÃ©s que l'on ne s'en s'attendait. Seul le GÃ©nÃ©ral Adolphe NSHIMIRIMANA, chef officieux des Imbonerakure aurait fait mieux ! Les Ã©lections de la terreur. Depuis l'avÃ©nement du pluralisme en Afrique, les Ã©lites politiques africaines ont tendance Ã confondre Ã©lection et dÃ©mocratie. Et la « CommunautÃ© Internationale » qui dÃ©tient le cordon de la bourse semble la principale promotrice du principe de « des Ã©lections Ã tout prix ». Si l'on regarde des pays qui, au cours de ces derniÃ©res annÃ©es ont Ã©tÃ© organisÃ©s des Ã©lections sans au prÃ©alable crÃ©er des conditions d'apaisement, il ne faut pas conclure que les Ã©lections de mai et juin 2015 au Burundi sont insensÃ©es, voire suicidaires. Que ce soit l'Irak, l'Afghanistan, la Libye ou le Mali, les Ã©lections qui s'y sont dÃ©roulÃ©es dans la terreur n'ont fait qu'accentuer de perdurer la terreur. Or, les prochaines Ã©lections dans notre pays sont de vÃ©ritables Ã©lections de la terreur. Soit l'on accepte de voter pour Nkurunziza et sa « coquille vide » de parti, ou on fuit le pays, ou ce sera la mort !! De telles Ã©lections n'apporteront ni la paix, encore moins le dÃ©veloppement au Burundi, ni la stabilitÃ© dans la RÃ©gion des Grands Lacs. Enrayer la fuite en avant des Ã©lectorales. Nkurunziza et son club sont sÃ©rs de gagner ces Ã©lections et ont raison ! Non seulement ils ont Ã©tÃ© leur CENI et leur Cour Constitutionnelle, mais aussi le climat de terreur ne pourra permettre ni aux scrutateurs des partis d'opposition ni aux observateurs nationaux ou Ã©trangers d'effectuer leur travail. Certains leaders de l'opposition espÃ©rent tirer leur Ã©pingle du jeu. Il est en effet probable que Nkurunziza et son club accordent quelques postes Ã©lectorales Ã l'un ou l'autre opposant, histoire de rendre Ã©crÃ©dibles les calculs. Mais ces calculs se font sur le dos du peuple, qui est en train de fuir le pays, qui subit la terreur des Imbonerakure et qui ne verra jamais ses conditions de vie s'amÃ©liorer par un rÃ©gime sorti de ce simulacre Ã©lectoral. La rÃ©pression des opposants avait Ã©tÃ© terrible au lendemain des Ã©lections de 2010, elle sera impitoyable et foudroyante au lendemain des Ã©lections de 2015. Et les Imbonerakure exigeront leur part du « butin », ceci accentuera la corruption, la gabegie et toutes les pratiques maffieuses au dÃ©triment de la lutte contre la pauvretÃ© et le dÃ©veloppement du pays. Il est urgent

que tous les patriotes des partis de l'opposition, du CNDD-FDD, des membres des organisations de la Société Civile et des Forces de Sécurité se lèvent pour dire stop ; stop de détruire notre seule et unique patrie. Il faut absolument arrêter cette tragédie-comédie électorale et initier d'urgence un dialogue afin de créer un climat de paix, rapatrier compatriotes en errance, puis organiser des élections apaisées. Et il ne faudrait plus avoir peur d'oser déclarer haut et fort que cela ne peut passer que par un gouvernement de transition, son cahier de charge étant préciser dans ledit dialogue.